

English version

Open letter: Urge Bangladesh government to end crackdown, curfew and restore communications

Version française

Lettre ouverte : Exhortez le gouvernement du Bangladesh à mettre fin aux répressions, au couvre-feu et à rétablir les communications

Versión en español

Carta abierta: Insta a Bangladesh a terminar con la represión y el toque de queda, y a restaurar las comunicaciones

النسخة العربية

رسالة مفتوحة: حث حكومة بنغلاديش على إنهاء حملة القمع وحظر التجول واستعادة الاتصالات

Signatories | Signataires | Firmantes | الموقعون

UPDATE 6 August 2024

Following Prime Minister Sheikh Hasina's resignation and departure from the country on 5 August 2024, this letter will no longer be actively requesting signatures.

We thank all signatories for your support and solidarity, and hope for a new, better future together, not just for Bangladesh, but at every site of struggle.

All the power to all the people!

NB: This document will be periodically updated with the list of signatories.

Last edit: 12 August 2024 2pm AEDT

English version

Open letter: Urge Bangladesh government to end crackdown, curfew and restore communications

Open letter addressed to the international community in the widest sense (governments, intergovernmental agencies, international and regional organisations, and all allies supporting human rights and people's movements)

We, the undersigned, are concerned feminists, activists and supporters of people's movements and we are calling on leaders of the international community in the broadest sense, from formal government and intergovernmental agencies, to international and regional institutions who value human rights and people's movements. We ask you all to urge, through public and private

communications, that the **Bangladeshi government immediately end their violent crackdown on students and protesters and accede to their [nine demands](#), lift the curfew and end the [communication blackout](#).**

We support the students' call for resignation of key figures in the government and police as well as for due process for police and Chhatra League members who engaged in the killing of [over 174 students](#). We also support the need for commitments for no repercussions for the students and protesters engaged in the protests or their families, and we additionally urge that no one criticising the government should be penalised in any way, as this is a basic tenet of free speech and a truly democratic government would not punish its critics.

We deplore the excessive use of violence and the government order to '[shoot at sight](#)' unarmed civilians. We are also concerned at [the statement](#) of Minister for Information and Broadcasting Mohammad A. Arafat, to Somoy Television, that the government had not yet used its might against the protesters, and that *"even if the government fires rubber bullets every second, it would still take five years to run out."* This exemplifies the serious effects of militarisation on human rights, and the need for demilitarisation globally, so that countries such as the UK do not profit from [selling rubber bullets and teargas](#) that will invariably be used for harsh crackdowns such as this. The spending and the raw materials wasted on these materials would be better repurposed towards essential goods and services that people and communities need.

We appreciate that the original issue that students mobilised around was the availability of good quality public sector jobs. Secure public sector jobs are not just needed in Bangladesh: they are needed globally to build care-centred economies and new energy sectors that are environmentally friendly, not dependent on resource depletion and are community-needs focused. These two elements are essential for forging a climate-just future as well as surviving future epidemics or pandemics. Expanding investment in care and in creating more good quality public sector jobs is the path forward for a strong economy that does not continue to allow a wealthy elite to hoard and create the economic disparities and cost of living crises that we are undergoing across the globe.

As feminist and people's movements, our solidarity will always be with the marginalised and the oppressed, and we recognise that the struggle for freedom, justice and equality in Bangladesh is interconnected with the same struggle worldwide. To paraphrase the words of [Aboriginal activists in Queensland](#) from the 1970s, we have come because their liberation is bound up with ours, and we will work together. No justice, no peace.

In solidarity,

Sign on form: <https://forms.gle/3xQCcRkPUbrncuNt6>

Version française

MISE À JOUR 6 Août 2024

Suite à la démission du Premier ministre et à son départ du pays le 5 août, cette lettre ne sollicitera plus activement de signatures.

Nous remercions tous les signataires pour leur soutien et leur solidarité, et espérons un avenir meilleur et nouveau pour tous, non seulement pour le Bangladesh, mais sur tous les lieux de lutte.

Tout le pouvoir à tous les peuples !

NB : La liste des signataires présente dans le document sera régulièrement mise à jour.

Dernière modification : 5 août 2024

Lettre ouverte : Exhortez le gouvernement du Bangladesh à mettre fin aux répressions, au couvre-feu et à rétablir les communications

Lettre ouverte adressée à la communauté internationale dans son sens le plus large (gouvernements, agences intergouvernementales, organisations internationales et régionales et l'ensemble des allié·e·s·x défendant les droits humains et les mouvements des peuples)

Nous, signataires, féministes, activistes et défenseur·euse·s·x des mouvements des peuples, faisons part de notre inquiétude et en appelons aux leaders et leadeuses de la communauté internationale au sens large, aux gouvernements et agences intergouvernementales officielles en passant par les institutions nationales et régionales pour qui les droits humains sont importants. Nous vous demandons à toutes et tous, par voie publique ou privée, d'exhorter **le gouvernement bangladais à mettre immédiatement fin aux répressions violentes d'étudiant·e·s·x et manifestant·e·s·x et d'accepter leurs [neuf revendications](#), de lever le couvre-feu et de cesser le [blocage des communications](#).**

Nous soutenons l'appel des étudiant·e·s·x à la démission de figures clés du gouvernement et de la police ainsi qu'à un véritable procès des membres de la police et de la Chhatra League ayant participé au meurtre de [plus de 174 étudiant·e·s·x](#). Nous appelons également à ce que le gouvernement bangladais s'engage nécessairement à ce que ni les étudiant·e·s, ni les manifestant·e·s, ni leurs familles n'aient à subir de représailles. De même, nous exhortons à ce que toute personne formulant des critiques à l'égard du gouvernement - ce qui constitue un

principe de base pour la liberté d'expression- ne soit en aucun cas pénalisée ; un gouvernement véritablement démocratique ne devrait pas punir ses critiques.

Nous déplorons l'usage excessif de la violence et l'ordre gouvernemental de « [tirer à vue](#) » sur des personnes civiles désarmées. Nous condamnons également [les propos](#) du ministre de l'Information et de la Radiodiffusion Mohammad A. Arafat sur Somoy TV déclarant que le gouvernement n'avait pas encore utilisé la force contre les manifestant·e·s·x et que « *même si le gouvernement tirait des balles de caoutchouc à chaque seconde, il faudrait cinq ans pour en épuiser les stocks.* » Voilà l'exemple même des effets délétères de la militarisation sur les droits humains et de la nécessité d'une démilitarisation à l'échelle mondiale, afin que des pays tels que le Royaume-Uni ne tirent aucun profit de la [vente de balles de caoutchouc et de gaz lacrymogènes](#) qui seront invariablement utilisés pour les répressions violentes comme celle-ci. Plutôt que de gaspiller les dépenses et les matières premières pour ces équipements, il vaudrait mieux les rediriger vers les biens et services essentiels dont les populations et les communautés ont grand besoin.

Nous reconnaissons le problème pour lesquels les étudiant·e·s·x se mobilisaient à l'origine, celui de la possibilité d'avoir des emplois de qualité dans le secteur public. La garantie d'emplois dans le secteur public n'est pas une nécessité unique au Bangladesh ; à l'échelle globale, ces emplois sont essentiels à la construction d'économies qui mettent le soin au centre mais aussi de secteurs des nouvelles énergies, dans le respect de l'environnement, sans dépendre de l'épuisement des ressources et qui se focalisent sur les besoins des communautés. Ces deux éléments sont cruciaux si l'on entend façonner un avenir climatique juste et survivre aux futures épidémies ou pandémies. Accroître les investissements dans le soin et dans la création de davantage d'emplois de bonne qualité dans le secteur public est le chemin vers une économie plus forte, et qui ne continue pas de laisser une élite fortunée accumuler les richesses et créer des disparités économiques et des crises du coût de la vie comme celles que nous connaissons et vivons partout sur la planète.

En tant que féministes et mouvement pour les peuples, notre solidarité sera toujours envers les personnes marginalisées et opprimées, et nous reconnaissons que la lutte pour la liberté, la justice et l'équité au Bangladesh est interconnectée à la même lutte à l'échelle mondiale. Pour reprendre les mots des [activistes Aborigènes au Queensland](#) dans les années 70, nous sommes là car leur libération est liée à la nôtre, et nous y œuvrerons ensemble. Pas de justice, pas de paix.

Solidairement vôtre,

Retrouvez le formulaire à signer ici : <https://forms.gle/3xQCcRkPUbrncuNt6>

Versión en español

ACTUALIZACIÓN 6 de agosto de 2024

Tras la dimisión del Primer Ministro y su salida del país el 5 de agosto, esta carta ya no solicitará activamente firmas.

Agradecemos a todos los firmantes su apoyo y solidaridad, y esperamos un futuro nuevo y mejor juntos, no solo para Bangladesh, sino en todos los lugares de lucha.

¡Todo el poder para todo el pueblo!

NB: Este documento se actualizará periódicamente con la lista de firmantes.

Última edición: 5 de agosto de 2024

Carta abierta: Insta a Bangladesh a terminar con la represión y el toque de queda, y a restaurar las comunicaciones

Carta abierta dirigida a la comunidad internacional en su sentido más amplio (gobiernos, organismos intergubernamentales, organizaciones internacionales y regionales, y a todos los aliados que apoyan a los movimientos populares y de derechos humanos)

Les abajo firmantes somos feministas, activistas y defensores de los movimientos populares, y estamos preocupados. Hacemos un llamamiento a los líderes de la comunidad internacional en su sentido más amplio, desde los organismos gubernamentales e intergubernamentales formales hasta las instituciones internacionales y regionales que valoran a los movimientos populares y de derechos humanos. Les pedimos a todos ustedes que, a través de comunicaciones públicas y privadas, insten al gobierno de Bangladesh a que ponga fin en forma inmediata a su violenta represión contra estudiantes y manifestantes, y a que acceda a sus nueve demandas, levante el toque de queda, y cese la restricción de las comunicaciones.

Apoyamos el pedido realizado por los estudiantes de que renuncien figuras clave del gobierno y la policía, así como el debido proceso de integrantes de las fuerzas policiales y de la Chhatra League responsables de la muerte de más de 174 estudiantes. También apoyamos la necesidad del compromiso del gobierno de no ejercer represalias contra los estudiantes y los manifestantes que participan en las protestas ni contra sus familias, y además instamos a que nadie que critique al gobierno sea penalizado de ninguna forma, ya que este es un principio básico de la libertad de expresión, y un gobierno democrático no debería castigar a quienes lo critican.

Deploramos el uso desmedido de la violencia y la orden del gobierno de «disparar sin previo aviso» contra civiles desarmados. Nos preocupa también la declaración que el Ministro de Información y Difusión Mohammad A. Arafat realizara a Somoy Television, en cuanto a que el gobierno todavía no ha utilizado toda su fuerza contra los manifestantes, y que «incluso si el gobierno dispara una bala de goma por segundo, le llevaría cinco años agotar las balas que tiene». Esto ejemplifica los graves efectos que tiene sobre los derechos humanos la

militarización, y la necesidad de una desmilitarización global, para que países como el Reino Unido no lucren con la venta de balas de goma y gas lacrimógeno, insumos que indefectiblemente serán utilizados para represiones severas como esta. Los gastos y las materias primas desperdiciadas en estos insumos deberían destinarse a los bienes y servicios esenciales que necesitan las personas y las comunidades.

Entendemos que el reclamo original de la movilización de les estudiantes se refería a la disponibilidad de puestos de trabajo de calidad en el sector público. Los puestos de trabajo seguros en el sector público no solo son necesarios en Bangladesh: son indispensables a nivel global para construir economías centradas en el cuidado y nuevos sectores energéticos que respeten el medio ambiente y no dependan del agotamiento de los recursos, y estén focalizados en las necesidades de las comunidades. Estos dos elementos son esenciales para crear un futuro con justicia climática, así como para sobrevivir a futuras epidemias o pandemias. La expansión de la inversión para el cuidado y la creación de más puestos de trabajo de calidad en el sector público es el camino hacia una economía fuerte, que no siga permitiendo que una élite adinerada acapare la riqueza y genere las desigualdades económicas y las crisis del costo de vida que estamos sufriendo en todo el planeta.

Como movimientos feministas y populares, nos solidarizaremos siempre con las personas marginadas y oprimidas, y reconocemos que en Bangladesh la lucha por la libertad, la justicia y la igualdad está interconectada con la misma lucha a nivel global. Parafraseando a les activistas aborígenes de Queensland de la década de 1970, hemos venido porque su liberación está atada a la nuestra, y trabajaremos juntas. Si no hay justicia, no habrá paz.

En solidaridad,

Regístrate en el formulario: <https://forms.gle/3xQCcRkPUbrncuNt6>

النسخة العربية

تحديث 6 أغسطس 2024

وبعد استقالة رئيس الوزراء ومغادرته البلاد في 5 أغسطس/آب، لن تطلب هذه الرسالة بعد الآن أي توقعات.

نشكر جميع الموقعين على دعمكم وتضامنكم، ونأمل في مستقبل جديد أفضل معًا، ليس فقط لبنغلاديش، بل في كل موقع من مواقع النضال.

كل القوة لكل الناس!

NB: سيتم تحديث هذه الوثيقة بشكل دوري بقائمة الموقعين/ات.

رسالة مفتوحة: حث حكومة بنغلاديش على إنهاء حملة القمع وحظر التجول واستعادة الاتصالات

رسالة مفتوحة موجهة إلى المجتمع الدولي بمعناه الأوسع (الحكومات والوكالات الحكومية الدولية والمنظمات الدولية والإقليمية وجميع الحلفاء/ الحليقات الداعمين/ات لحقوق الإنسان والحركات الشعبية)

نحن الموقعون/ات أدناه، نسويين/ات وناشطون/ات ومؤيدون/ات للحركات الشعبية، ندعو قادة المجتمع الدولي بأوسع معانيه، من الحكومة الرسمية والوكالات الحكومية الدولية، إلى المؤسسات الدولية والإقليمية التي تقدر حقوق الإنسان والحركات الشعبية. نطلب منكم/ان جميعاً أن تحثوا/ان الحكومة البنغلاديشية، من خلال الاتصالات العامة والخاصة، على إنهاء حملتها العنيفة على الطلاب/البات والمتظاهرين/ات فوراً والاستجابة لمطالبهم/ن التسعة، ورفع حظر التجول وإنهاء انقطاع الاتصالات .

نحن ندعم دعوة الطلاب/البات إلى استقالة الشخصيات الرئيسية في الحكومة والشرطة وكذلك اتخاذ الإجراءات القانونية الواجبة للشرطة وأعضاء رابطة تشاترا الذين/ اللواتي شاركوا/ان في قتل أكثر من 174 طالباً/ة. كما ندعم الحاجة إلى التزامات بعدم حدوث أي عواقب على الطلاب والمتظاهرين المشاركين في الاحتجاجات أو أسرهم، ونحث بالإضافة إلى ذلك على عدم معاقبة أي شخص ينتقد الحكومة بأي شكل من الأشكال، لأن هذا هو مبدأ أساسي لحرية التعبير وإن الحكومة الديمقراطية الحقيقية لن تعاقب منتقديها/اتها.

ونحن نستنكر الاستخدام المفرط للعنف وأمر الحكومة "بإطلاق النار على الفور" على المدنيين/ات العزل. كما نشعر بالقلق إزاء تصريح وزير الإعلام والإذاعة والتلفزيون محمد عرفات، لتلفزيون سوموي، بأن الحكومة لم تستخدم قوتها بعد ضد المتظاهرين/ات، وأنه "حتى لو أطلقت الحكومة الرصاص المطاطي في كل ثانية، فإنها ستفعل ذلك". لا يزال الأمر سيستغرق خمس سنوات حتى تنفذ الكمية المتوفرة". وهذا يجسد الآثار الخطيرة التي تخلفها العسكرة على حقوق الإنسان، والحاجة إلى نزع السلاح على مستوى العالم، حتى لا تستفيد دول مثل المملكة المتحدة من بيع الرصاص المطاطي والغاز المسيل للدموع الذي سيتم استخدامه دائماً في حملات القمع القاسية مثل هذه. ومن الأفضل إعادة توجيه الإنفاق والمواد الخام المهدرة على هذه المواد نحو السلع والخدمات الأساسية التي يحتاجها الناس والمجتمعات.

ونحن نقدر أن القضية الأصلية التي حشد الطلاب/البات حولها كانت من أجل توفير وظائف جيدة في القطاع العام. إن الوظائف الآمنة في القطاع العام ليست مطلوبة فقط في بنغلاديش: فهي مطلوبة عالمياً لبناء اقتصادات تركز على الرعاية وقطاعات طاقة جديدة صديقة للبيئة، ولا تعتمد على استنزاف الموارد وتركز على احتياجات المجتمع. وهذان العنصران ضروريان لصياغة مستقبل عادل للمناخ بالإضافة إلى النجاة من الأوبئة أو الجوائح المستقبلية. إن توسيع الاستثمار في مجال الرعاية وخلق المزيد من الوظائف الجيدة في القطاع العام هو الطريق إلى الأمام نحو اقتصاد قوي لا يستمر في السماح للنخبة الثرية باكتناز وخلق التفاوتات الاقتصادية وأزمات تكاليف المعيشة التي نمر بها في جميع أنحاء العالم.

حركات نسوية وشعبية، سيكون تضامننا دائماً مع المهمشين/ات والمضطهدين/ات، ونذكر أن النضال من أجل الحرية والعدالة والمساواة في بنغلاديش مرتبط بنفس النضال في جميع أنحاء العالم. ولإعادة صياغة كلمات الناشطين/ات من السكان الأصليين في كوينزلاند منذ السبعينيات، جننا لأن تحريرهم/ان مرتبط بتحررنا، وسنعمل معاً. لا عدالة، لا سلام

تحية تضامنية،

Signatories | Signataires | Firmantes | الموقعون

Organisations | Organizaciones | المنظمات

1. South Feminist Solidarity
2. MenaFem Movement for Economic, Development And Ecological Justice
3. International Women's Rights Action Watch Asia Pacific (IWRAP AP)
4. Women and Modern World Social Charitable Center (CWMW)
5. Women's Centre- Sri Lanka
6. Groupe de Réflexion et d'Initiative pour l'Avancement de la Grand'Anse (GRIAG)
7. VWA FANM AYISYÈN (VFA)
8. Tripla Difesa Onlus Guardie Sicurezza Sociale ed Eco Zoofila
9. La Verità Onlus - International Diplomacy
10. Beyond Beijing Committee Nepal
11. Stand Up Movement Lanka
12. DISABILITY PEOPLES FORUM UGANDA
13. Lanka Fundamental Rights Organization
14. Fundación para Estudio e Investigación de la Mujer
15. Women's Major Group
16. Centre for Environment, Human Rights & Development Forum - CEHRDF
17. Association for Women's Rights in Development (AWID)
18. NGO CSW LAC
19. Workers for Palestine NL
20. The African Women's Network for Community management of Forests - REFACOF
21. AATMA ♦ عتمة
22. SCODE
23. Realizing Sexual and Reproductive Justice
24. Why Me for Women's Rights
25. Manushya Foundation
26. ALTSEAN-Burma
27. Sukaar Welfare Organization
28. Youth Movement for Environmental and Social Change
29. If We Do Not Rise, Karnataka
30. Ciranda
31. International Alliance of Inhabitants
32. AIPWA
33. South Asian Women in Media
34. Asia Democracy Network
35. SINDHU VAAS FOUNDATION, WOMEN ACTION FORUM
36. Human Rights Hub (HRH), South Asia Youth Network (SAYN)
37. Degrowth Copenhagen
38. Free Media Organization
39. PA "Bir Duino Kyrgyzstan"
40. INDIES - Indonesia
41. International Civil Society Action Network (ICAN)

42. Afghan Women's Network
43. Women Relief Aid South Sudan
44. The Working Class Climate Alliance
45. Asian Muslim Action Network
46. Karapatan Alliance Philippines
47. Association for Land Reform and Development (ALRD)
48. Community Development Association(CDA)/Host BLRN-NLC/ILC
49. The Regional Coalition for Women Human Rights Defenders in South West Asia and North Africa (WHRDMENA)
50. International Women's Development Agency (IWDA)
51. Equidad de género: ciudadanía, trabajo y familia (México)
52. Campaign of Campaigns

Individuals | Individus | Individuos | الأفراد

1. Mahmuda Najnin
2. Sehnaz Kiyamaz Bahceci
3. Souzan Nadaa, Menafem movement
4. Edme Dominguez R, Gadop Sweden
5. Daren Paul Katigbak
6. Amb. Edda Giuberti Leader Mondiale
7. Ashila Dandeniya, Stand Up Workers Union
8. Tahmina
9. Marina Hunink Graciolli de Paiva
10. Kristina Miletic
11. Pushpita Saha
12. Dr. Massimiliano Spotti, Tilburg University
13. Sever Dzigurski
14. Shewli
15. Irene Castillo, Ges Asociación Civil
16. Linda al Sharif
17. Thierry Fanin
18. Dr. Deborah S. Rogers, Initiative for Equality
19. Mariana Anacleto, Free University Amsterdam
20. Claudia
21. Yasmin Hegazy
22. Gabriele Koehler, independent scholar
23. Diogo Wahnnon
24. Juliette
25. Veronica E. Brown, Women's Major Group
26. Yvo Hunink, Regen Studio
27. Ferdous Ara Rume
28. Alexander Watt
29. Judith Vollebregt

30. Nirvana Mujtaba, Oxfam Canada
31. Preyan Choudhuri, Oxfam Canada
32. Ahmed Elseidi
33. Farah Ahmad
34. Chueqa Yang, Jobs To Move America
35. Ishita D
36. Pragya Rai
37. Ilse Smit
38. Claerwen O'Hara, La Trobe University
39. gina cortés v.
40. Jordana Silverstein
41. Dr. Adil Hasan Khan, Melbourne Law School
42. Sophie Rigney, RMIT University
43. Vasuki Nesiah, NYU
44. Shubha Kayastha, Feminist activist
45. Maithri
46. Martin Brehm Christensen
47. SBM
48. Saika Sabir, University of Melbourne
49. Mari-Claire Price
50. Heidi Paredes
51. Alba R. Boer Cueva, The University of Sydney
52. Paz Roman
53. Larissa Dulat
54. Luciana Carusi
55. Sarah Bailey
56. Khalid Miah
57. Meena Saraswathi Seshu, SWASA
58. J Devika, Feminist scholar
59. Ilse van der Hoeven, City of The Hague
60. Felipe Eduardo Cascaldi Garcia
61. Isabel Cueva w
62. Matthias Boer
63. Linnet, If we do not rise, Karnataka, India
64. Jashodhara Dasgupta, Independent researcher
65. Maitrayee Mukhopadhyay
66. Mona Mishra, Delhi, India
67. Dr Julia Dehm, La Trobe University
68. Madhu Bhushan, Feminist activist
69. Ghausia Rashid Salam
70. Sruti Bala, University of Amsterdam
71. Ain C
72. Priyanthi Fernando, individual activist
73. Bina Bantawa, Indigenous Feminist

74. Apoorva Sharma, La Trobe University
75. Tanvee Nandan, University of Melbourne
76. Dylan Asafo, University of Auckland
77. Dr. André Dao, Melbourne Law School
78. Dr Sutapa Majumdar
79. basanta chhipa, Civil Society
80. usha titikshu, Path
81. Anushaya Collure
82. Ruki Fernando
83. Janelle Koh, University of Melbourne
84. Adv Dr Shalu Nigam, Lawyer from India
85. Dinesh Pant, Naya Patrika Daily, Nepal
86. Sumedha Choudhury, University of Melbourne
87. Professor Dianne Otto, Melbourne Law School
88. Wendeline van der Feltz, International Development Organisation
89. Ms Nusrat Jamil, Women's Action Forum (WAF)
90. Sarah Yeung, The University of Western Australia
91. Uzma Noorani Women's Action Forum
92. Ammu Abraham, Forum against oppression of women, PUCL Maharashtra
93. S Navas, Independent
94. Sheema Kermani
95. Mohammad Ahsanuzzaman Lawyer
96. Khawar, Independent
97. Nusrat Jamil (Ms), WAF Women's Action Forum
98. Ois
99. Nidhin
100. Haris Jamil, University of Melbourne
101. Brinda Adige, Ananya Mahila Okkuta
102. Aditi Saraf, Utrecht university
103. Jessica de Souza Lipinski
104. ali jamshed
105. Laura Giesen
106. Nusrat
107. Eva Martín Martínez
108. Sara Mahdi, Autonomous University of Barcelona
109. Ada Matei
110. Md Rabiul Islam, Khulna University of Engineering and Technology
111. Muntaka, University of Chester
112. Ester Xicota Torres, Pontificia universidad católica del Perú
113. Samiur Talukder, West Coast Point
114. M. Islam
115. Sharmin Sultana Mesbah
116. Mahfuza Mala
117. Sadia Hossain

118. Andreas P
119. Renuka kad, VAK
120. Tasnuva Helal, Rajuk Uttara Model College
121. John Sebastian, University of Melbourne, Australia
122. Sahar Ghumkhor
123. M Law, Nossal Institute for Global Health, University of Melbourne
124. Maria Matheas, University of Melbourne
125. Fin Healy, Melbourne university
126. Zakir Hossain, Individual Activist
127. Transrightsnow Collective
128. National Alliance of People's Movements (NAPM) and All India Feminist Alliance (ALIFA), India
129. Anita Cheria, OpenSpace
130. Tanvee Nandan
131. Koki Mulwa, The Share Trust
132. Krisztina Campbell
133. Sarah Cupler
134. Andrea Vega Troncoso
135. Becky Fullerton
136. Crystal McKinnon, University of Melbourne
137. Dr Jessica Marian, National Tertiary Education Union
138. Bhumika Muchhala, TWN
139. Sarah R.
140. magda zenon
141. Khedija Arfaoui, Ph. D., Tunisia, Tunisian League of Human Rights
142. Shannon Kowalski
143. Yunli Wang
144. Ifa Rushdi
145. Kate Jama, University of Melbourne
146. Tom Spearman, Universidad Autonoma de Barcelona
147. sivani
148. Julian Kraus-Polk
149. Reaz Mohammed, Bangladeshi diaspora
150. Geetanjali
151. Maya
152. Dr Richard Joyce, Melbourne Law School
153. Arwen Spicer
154. Veerle
155. Kavita Naidu, Progressive International
156. Tetet Lauron
157. Priya Lukka
158. Sarah Zaman